



## Le retour à l'équilibre budgétaire est repoussé de deux ans

C'est une journée difficile pour le ministre des Finances du Québec aujourd'hui. Après avoir martelé que l'équilibre budgétaire restait la priorité pour l'exercice en cours, il doit admettre que le déficit s'élèvera plutôt à 2,5 G\$. Malgré un contrôle du niveau des dépenses, la croissance des revenus n'a pas été au rendez-vous en grande partie à cause d'une inflation plus faible que prévu. Le Ministre repousse donc l'atteinte du déficit zéro à l'exercice 2015-2016. La résorption du déficit actuel se fera sans hausse de taxes ou d'impôts, mais plutôt par une croissance plus faible des dépenses et d'importants écarts à résorber qui restent à définir.

**Tableau 1**  
**État sommaire des opérations**

En M\$	<i>Réel</i>	<i>Prévisions</i>				
	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
<b>Revenus autonomes</b>	<b>51 859</b>	<b>53 187</b>	<b>55 153</b>	<b>57 427</b>	<b>59 224</b>	<b>61 130</b>
- Variation (%)	3,3	2,6	3,7	4,1	3,1	3,2
<b>Transferts fédéraux</b>	<b>15 707</b>	<b>16 619</b>	<b>16 315</b>	<b>16 816</b>	<b>17 398</b>	<b>17 863</b>
- Variation (%)	3,0	5,8	(1,8)	3,1	3,5	2,7
<b>Revenus budgétaires totaux</b>	<b>67 566</b>	<b>69 806</b>	<b>71 468</b>	<b>74 243</b>	<b>76 622</b>	<b>78 993</b>
- Variation (%)	3,2	3,3	2,4	3,9	3,2	3,1
<b>Dépenses de programmes</b>	<b>(62 247)</b>	<b>(63 825)</b>	<b>(65 106)</b>	<b>(66 390)</b>	<b>(67 750)</b>	<b>(69 981)</b>
- Variation (%)	1,2	2,5	2,0	2,0	2,0	3,3
<b>Frais de la dette</b>	<b>(7 766)</b>	<b>(8 583)</b>	<b>(8 679)</b>	<b>(8 810)</b>	<b>(9 084)</b>	<b>(9 206)</b>
- Variation (%)	5,7	10,5	1,1	1,5	3,1	1,3
Provisions pour éventualités	---	---	---	(200)	(200)	(200)
Total des entités consolidées	1 808	1 171	1 463	1 818	2 420	2 990
Écart à résorber	---	---	400	1 000	400	400
Perte exceptionnelle - Fermeture de Gentilly-2	(1 876)	---	---	---	---	---
<b>Solde</b>	<b>(2 515)</b>	<b>(1 431)</b>	<b>(454)</b>	<b>1 661</b>	<b>2 408</b>	<b>2 996</b>
Fonds des générations	(961)	(1 069)	(1 296)	(1 661)	(1 983)	(2 571)
- Versements additionnels	---	---	---	---	(425)	(425)
Exclusion - Fermeture de Gentilly-2	1 876	---	---	---	---	---
<b>Solde budgétaire au sens de la Loi</b>	<b>(1 600)</b>	<b>(2 500)</b>	<b>(1 750)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dette brute</b>	<b>191 756</b>	<b>198 628</b>	<b>205 676</b>	<b>209 827</b>	<b>211 255</b>	<b>212 290</b>
- En % du PIB	53,6	54,4	54,3	53,3	51,8	50,3
<b>Dette représentant les déficits cumulés</b>	<b>118 095</b>	<b>119 526</b>	<b>123 280</b>	<b>121 619</b>	<b>119 211</b>	<b>116 215</b>
- En % du PIB	33,0	32,7	32,6	30,9	29,2	27,5

\* En excluant les efforts de redressement des dépenses des ministères et organismes ainsi que le solde à résorber.

Source : Ministère des Finances du Québec

**François Dupuis**  
Vice-président et économiste en chef

**Yves St-Maurice**  
Directeur principal et économiste en chef adjoint

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336  
Courriel : [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com)

**Benoit P. Durocher**  
Économiste principal

## LA PROGRESSION DES PRIX EST PLUS FAIBLE QUE PRÉVU

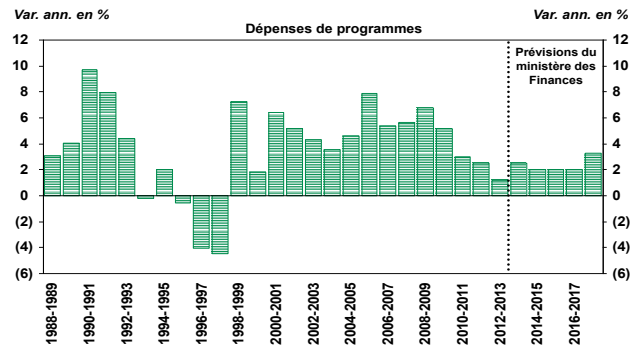
De façon générale, la croissance du PIB réel actuellement prévue, par le ministère des Finances du Québec pour 2013 et pour 2014, est légèrement plus faible que les projections établies lors de la mise à jour budgétaire du mois de mars dernier. Selon les données publiées aujourd'hui, le PIB réel du Québec pourrait croître de 0,9 % en 2013 et de 1,8 % en 2014. En mars dernier, la mise à jour utilisait comme hypothèse des hausses de 1,3 % et de 1,8 % pour ces deux années.

Une différence encore plus importante s'est installée au cours des derniers mois concernant l'évolution des prix. Le taux annuel d'inflation totale présentement attendu pour l'année 2013 est de seulement 0,9 %, alors qu'une hausse de 1,6 % était prévue en mars. L'inflation a aussi été révisée à la baisse pour 2014, soit à 1,8 % au lieu de 1,9 %. Ces écarts se traduisent par une croissance nettement plus faible du PIB nominal du Québec, qui au bout du compte est la variable économique la plus déterminante pour les finances publiques. Ainsi, la progression du PIB nominal actuellement attendue pour 2013 est de seulement 2,1 %, contre 3,6 % en mars dernier. En 2014, un gain de 3,6 % est maintenant prévu, soit 0,3 % de moins que la prévision établie au printemps.

## DES REVENUS BUDGÉTAIRES MOINS IMPORTANTS

La hausse moins rapide du PIB nominal entraîne une progression plus faible des entrées fiscales de la province. Ainsi, les revenus budgétaires seront plus bas de 2,3 G\$ que ce qui avait été prévu initialement. Du côté des dépenses de programmes, le gouvernement garde la même cible pour 2013-2014 alors que le service de la dette pourrait dépasser l'estimation précédente de 67 M\$. Puisque les dépenses de programmes ont été moins élevées que prévu en 2012-2013, le maintien du même niveau anticipé de dépenses pour 2013-2014 se traduit par une croissance plus forte pour l'exercice en cours, soit de 2,5 % au lieu de 1,9 %. Pour les exercices subséquents, le gouvernement du Québec a toutefois l'intention d'effectuer un contrôle plus serré des dépenses de programmes et d'en limiter la croissance annuelle à seulement 2,0 %. L'évolution moins favorable des revenus aura toutefois des répercussions significatives sur les équilibres budgétaires des exercices à venir. Des déficits de 2,50 G\$ et de 1,75 G\$ sont maintenant attendus pour 2013-2014 et 2014-2015. Le retour à l'équilibre budgétaire est donc retardé de deux ans, soit en 2015-2016. Pour y parvenir, le gouvernement du Québec devra cependant trouver un moyen de financer l'écart de 1 G\$ qui reste encore à être résorbé en 2015-2016.

## La croissance prévue des dépenses de programmes restera faible d'un point de vue historique



Source : Ministère des Finances du Québec

## LES CONTRIBUABLES ONT LE DROIT D'ÊTRE DÉÇUS

Les nouvelles de ce matin ont tout pour décevoir les contribuables. Le plan de retour à l'équilibre mis en place lors du Budget 2010-2011 a dérapé dans sa dernière année alors que les contribuables ont fait plusieurs sacrifices depuis ce temps. La population a dû encaisser, entre autres, deux hausses de 1 % de la TVQ (taxe de vente du Québec), la mise en place de la contribution santé, une majoration de la taxe sur l'essence à quatre reprises et une augmentation des taux marginaux d'imposition pour les hauts revenus. Le contribuable pourra toutefois se consoler parce qu'aucune hausse de taxes ou d'impôts n'est prévue dans cette mise à jour.

Pour l'instant, tout le fardeau pour rétablir l'équilibre budgétaire repose sur le dos du gouvernement qui devra réduire la progression de ses dépenses. Toutefois, en diminuant ses réserves pour éventualités et en laissant un écart à résorber de 400 M\$ pour l'exercice 2014-2015 et de 1 G\$ pour l'exercice 2015-2016, le gouvernement se met davantage à risque de rater une autre fois son objectif, surtout dans le contexte économique fragile qui prévaudra encore. Finalement, il reste toujours un flou sur la manière dont le gouvernement réduira la croissance de ses dépenses. Il faudra attendre le prochain budget pour y voir plus clair.